

Suharto aurait détourné de 0,6 à 1,3 % du PIB de l'Indonésie durant ses 32 années au pouvoir. On peut toutefois douter que les injonctions de P. Wolfowitz, qui dut démissionner de son poste en 2007 après avoir été mis en cause pour favoritisme, soient suivies d'effets.

Le dictateur indonésien a bénéficié d'une certaine influence au sein de l'élite politique jusqu'à sa mort le 27 janvier 2008. À l'annonce de sa mort, le principal parti politique indonésien, le Golkar, fondé par Suharto, a aussitôt demandé l'abandon de toutes les poursuites judiciaires visant l'ancien dictateur. En mars 2008, la justice indonésienne acquitte à titre posthume l'ancien président Suharto des accusations de détournement de fonds liées à l'une de ses fondations caritatives, mais condamne toutefois cette fondation, Supersemar, à verser quelque 110 millions de dollars à l'État²²⁷.

Les héritiers de Suharto sont également inquiétés, mais toujours protégés... Ainsi, en mai 2008, le ministère des Finances indonésien a intenté une action en justice contre l'un des fils de l'ancien président Suharto, qu'il accuse d'avoir détourné 400 millions de dollars des caisses de l'État. Tommy Suharto est soupçonné d'avoir bradé des actifs de la société Timor (qui devait fabriquer la première voiture indonésienne) à des entreprises lui appartenant, durant la crise financière de 1997. En février 2009, les juges du tribunal civil de Djakarta ont rejeté toutes les accusations. Ce jugement a été immédiatement dénoncé par des associations de lutte contre la corruption, qui y voient l'influence persistante de la famille de l'ancien dictateur, dix ans après avoir quitté le pouvoir.²²⁸

227 Reuters, 27 mars 2008, « Acquittement posthume pour l'ancien président indonésien Suharto ».

228 AFP, 11 février 2009, « Suharto blanchi ».



Iran

MOHAMMED REZA PAHLAVI (LE SHAH)

Mohammed Reza Pahlavi, le Shah d'Iran de 1941 à 1979, aurait détourné, selon l'UNODC, plus de 35 milliards \$. Au moment de sa chute, la lutte contre la corruption n'était pas un enjeu majeur des relations internationales. Les pays occidentaux n'ont ainsi pas fait grand-chose pour récupérer et restituer la fortune à l'Iran. Cependant, sous la pression de l'Iran, qui menaçait de retirer tous les actifs placés dans le monde occidental, les États-Unis puis la Suisse ont gelé les biens et avoirs détenus par le Shah. 12 milliards \$ auraient été gelés **aux États-Unis**, à la suite d'un *Executive Order* entre 1979 et 1981. Seuls 23,3 millions \$ le seraient encore²²⁹. **En Suisse**, les autorités iraniennes ont saisi la justice suisse pour saisir les biens immobiliers que possédait le Shah d'Iran. Un séquestre judiciaire fut prononcé en 1981 contre son chalet de Saint Moritz, loué à cette époque à Silvio Berlusconi... À ce jour, nous ne savons pas si ces biens ont été restitués.

229 United States General Accounting Office, septembre 2004, *Foreign Regimes' Asset*, Annexe 2, p. 35.

Selon une enquête américaine, une partie de l'argent de la famille Pahlavi fut placé dans la Fondation Pahlavi dont la gestion passa sous la tutelle du régime des mollahs à la chute du Shah. Elle devint une de ces fondations opaques qui gèrent les caisses noires du régime. Elle changea de nom pour devenir la Fondation Alavi (ce qui veut dire la Fondation d'Ali – le fondateur spirituel du chiisme). Enquêtant sur les organismes finançant les activités terroristes et nucléaires de Téhéran, la justice américaine a découvert que la fondation possédait un immeuble sur la prestigieuse 5^e Avenue, d'une valeur de 2 milliards de dollars. Cet immeuble a été saisi en décembre 2008. Les autorités judiciaires ont aussi arrêté le responsable de la fondation.²³⁰

230 Associated Press, 20 décembre 2008, « Arrestation d'un responsable d'une fondation iranienne à New York ».



Argentine

CARLOS MENEM

Carlos Menem, président élu de l'Argentine de 1989 à 1999, aurait reçu 10 millions \$ placés sur un compte suisse pour avoir gardé le silence sur l'attentat du centre juif Amia en Argentine par les Iraniens. À la suite d'une commission rogatoire internationale, les autorités judiciaires suisses ont enquêté sur la présence de comptes bancaires appartenant à l'ancien président mais selon l'Office fédéral de la Justice rien n'aurait été trouvé.²³¹

Les autorités argentines continuent toutefois de soupçonner l'ancien président dans cette affaire, mais aussi pour d'autres faits. Ainsi, en mars 2009, la justice argentine a une nouvelle fois mis en accusation C. Menem pour corruption dans le cadre d'une enquête sur l'octroi d'un marché public en 1997 au groupe français d'électronique et de défense Thalès Argentine. Elle a ainsi placé sous séquestre plus de 50 millions de dollars (200 millions de pesos) de l'ancien président, devenu aujourd'hui sénateur.²³²

231 Communiqué de l'Office fédéral de la justice, 13 juillet 2004.

232 AFP, 23 mars 2009, « Thales : Menem accusé ».

